

Le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE		ÉTRANGER	
Un an	22 fr.	Un an	30 fr.
Six mois	11 fr.	Six mois	15 fr.
Trois mois	5 fr.	Trois mois	7 fr.

Chèque postal : N. Faucier 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

Re-voici... les moines !

DANS quelques jours, va s'ouvrir, au Parlement, un grand débat sur les Congrégations.

On sait que le grrand républicain Poincaré et l'ex-révolutionnaire Briand ont décidé de faire avaler et digérer au parlement quelques articles de loi en faveur de ces messieurs les missionnaires chrétiens et français.

Il s'agit d'autoriser certaines congrégations à rétablir des établissements en France, de leur redonner la jouissance des biens qui avaient été mis sous séquestre il y a une bonne vingtaine d'années, et d'augmenter ces deux cadeaux par quelques crédits destinés à tomber dans la caisse de ces messieurs.

Les radicaux et les socialistes se cabrent, surtout les premiers. Dame ! c'est qu'il y a la clientèle électorale par derrière. Et que vaut-elle dire, cette brave clientèle ? Elle va leur demander ce qu'ils font de laisser revenir les moines après les avoir chassés avec tant de tapage et de hurlements de triomphe.

Pour beaucoup d'électeurs, la géographie politique est simple. On est à droite ou à gauche suivant qu'on est pour ou contre les curés.

Un politicien peut appuyer la plus réactionnaire des politiques, approuver les lois scélérates, en voter de nouvelles, soutenir les pires injustices, piétiner les libertés, se mettre à la solde du patronat, de la mercantile et de la finance, aider à organiser la vie chère, refuser toute réforme sociale, se mettre à plat ventre devant les banquiers, soutenir la pire des répressions politiques ou d'exploitation économique, tout cela ne compte pas. S'il continue à se dire l'adversaire du curé, il passe pour un homme de gauche, de progrès, d'avant-garde.

Une immense clientèle électorale, la majorité peut-être, a ainsi fait de l'ensoutane le pivot de son jugement. Vous êtes contre l'Eglise. Parfait. Voilà un type épanté. Votons pour lui, fût-il, à tous les autres points de vue, le plus avéré des réactionnaires.

Les politiciens radicaux connaissent cette mentalité un peu rudimentaire de leurs électeurs. Aussi auraient-ils tout pardonné et passé à Poincaré, sauf cela : faire rentrer les congrégations. Notre premier ministre aurait pu leur demander 10 milliards d'impôts de plus, faire une nouvelle guerre ; ils seraient restés dans sa majorité. Mais sur la question religieuse, les voici rejetés dans l'opposition. C'est qu'ils tiennent, avant tout, à conserver leurs voix aux élections.

Ne nous frappons pas. Poincaré aura sa majorité ; les congréganistes, leurs séminaires et leurs subventions, et les politiciens radicaux et autres conserveront, grâce à leur intransigeance de façade, leurs électeurs anticléricaux et leurs 60.000. Lorsque le tout sera voté et appliqué, et qu'on n'en parlera plus — au bout de quelques semaines — rien ne s'opposera plus à un remaniement ministériel pour refaire place aux radicaux.

Tout sera bien qui finira bien. Le plus comique, et le plus suggestif, dans cette histoire, ce sont les arguments de son Excellence Briand.

Je ne parle que pour mémoire de cette boutade qu'il a sortie l'autre jour à une Commission de la Chambre. Comme on lui reprochait que le Gouvernement français s'occupât de la nomination des évêques, ce qui était contraire à la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, il répondit que si son ministère faisait des démarches pour la nomination de tel ou tel candidat à l'Evêché, c'était sous la pression de certains parlementaires, qui n'étaient pas tous cléricaux.

Autrement dit, il y a des élus mangeurs de curés qui vont dans les bureaux ministériels pour tâcher de faire poser sur la tête d'un de leurs protégés la mitre d'évêque. Briand a eu la sagesse... ou l'astuce... de ne pas donner les noms de ces farouches représentants de la libre-pensée. Il préfère les tenir, par la bride, avec cette épée de Damoclès, des petits papiers qu'on sort à temps.

Dans une discussion antérieure, plus sérieuse — si on peut toutefois qualifier de sérieux ce qui est de la politique — l'ex-camarade Aristide-la-Grève-Général a expliqué que s'il fallait soutenir les congrégations missionnaires, c'est qu'elles seules étaient capables de travailler, à l'extérieur, pour le prestige français, et que le manque d'argent rendait leur recrutement difficile, ce prestige allait s'affaiblissant.

Briand ne s'est pas fatigué des ménages. En développant une marchandise cléricale dans du papier aux couleurs nationales, il s'est dit que ça passerait. Du moment qu'il s'agit de la France, hein, il n'y a qu'à s'incliner.

Je ne m'amuserai pas à discuter cette patricarde argumentation ni même à plaindre les indigènes qui ne connaissent la civilisation française que drapée dans les robes de Franciscains, Dominicains, et autres du même bateau. Ce qui m'intéresse seulement, pour la conclusion que je veux en tirer, c'est qu'après trent-

te années de gouvernement par des radicaux, radicaux-socialistes, socialistes repentis et autres hommes de gauche, c'est-à-dire ennemis des curés, on vient déclarer que seuls les missionnaires catholiques sont capables de représenter la brillante civilisation française, porteuse du flambeau de la lumière.

N'est-ce pas un aveu de la faillite totale de la politique anticléricale, antireligieuse, bouffeuse de curés ?

Plaçons-nous au point de vue même de ces gens de politique, qui estiment nécessaire un gouvernement et utile de faire de la propagande en faveur de leur pays.

Depuis trente ans, ils détiennent le pouvoir — ils n'en sont sortis que depuis quelques semaines — ils détiennent ministères et majorités parlementaires. Et ils n'ont rien su — ou plutôt rien voulu — organiser pour remplacer les Congrégations par des œuvres laïques ? Ce n'étaient pourtant ni l'autorité, ni l'argent qui leur manquaient.

Passons à autre chose de plus sérieuse que la propagande française chez les indigènes. Parlons des hôpitaux ou hospices où se nichent encore par milliers des religieux et religieuses, payés par les contribuables, qui ne font en général aucun travail manuel, et limitent leur activité à profiter de leur situation pour faire pression sur les consciences.

Un fait va nous montrer, là encore, la faillite des politiciens anticléricaux.

A Amboise (Indre-et-Loire), ces jours derniers, la municipalité veut augmenter le prix du loyer du presbytère, occupé par le curé. Mgr Nègre, archevêque de Tours, s'y oppose et donne l'ordre de cesser le culte à Amboise, et de retirer les religieux et les sœurs garde-malades de l'hôpital. Cette menace a suffi pour faire capituler la municipalité, qui a cédé en revendant le presbytère au cercle paroissial, à des conditions d'ami.

Dans beaucoup de villes, il en est ainsi. A Roubaix, où les socialistes ont occupé la municipalité pendant des années, les hospices sont encore sous le joug des religieuses.

Il paraît qu'il est impossible de dénicher des hommes et des femmes laïcs disposés à faire fonction d'infirmiers, garde-malades surveillants d'enfants ou de vieux.

Allons donc ! A qui fera-t-on croire à cette impossibilité ? Dans tous les pays de religion protestante, il n'y a point de congrégations, et pourtant il existe des hospices et des hôpitaux aussi bien, sinon mieux tenus que les nôtres.

Les scandales sont aussi nombreux dans les établissements où est nichée la bande cléricale que dans les autres. Mais on sait mieux les étouffer. Manier l'éteignoir est une de leurs spécialités.

En réalité, les politiciens anticléricaux du Parlement comme des municipalités, n'ont jamais rien tenté de faire sérieusement pour remplacer les congréganistes par les laïques. Cette attitude se retourne contre eux. Les congrégations se vantent, à cors et à cris, d'être indispensables et irremplaçables. Et les calotins claquent à tous les échecs, sans la morale religieuse, il n'y a point de dévouement possible.

L'inertie — pour ne pas dire un autre mot, — des politiciens ennemis de l'Eglise favorise la propagande de celle-ci. Alors qu'ils étaient les maîtres de l'Etat, et en de nombreuses villes, ils n'ont même point tenté quoi que ce soit pour montrer que la morale laïque valait l'action et que les laïques savaient, tout autant que le clergé, organiser des œuvres de propagande et d'assistance.

L'intense propagande antireligieuse d'il y a 30 et 40 ans s'est ralentie, dès que la majorité politique a été anticléricale. On a attendu des miracles de ces politiciens. Le miracle, le voilà, le retour des congrégations, la levée de la calotte, demain, le rétablissement du budget du culte, etc.

La libre-pensée s'est enlisée dans la politique. Même maintenant qu'elle s'en aperçoit, il lui est bien dur de s'en dépitier.

Puissent les libre-penseurs profiter de cette expérience très concluante, et ne plus se figurer que la pensée humaine s'affranchira des dogmes parce qu'on aura conquis des sièges parlementaires.

Quand, dans une ville, un quartier neuf se crée, vite, des commerçants, des bistrots, accourent s'installer pour « servir » la nouvelle clientèle... et s'enrichir.

Lorsque, dans la société, une idée a su faire vibrer un certain nombre de cerveaux, vite, un politicien, apte à dénicher les suffrages possibles accourt et exploite cette clientèle, vient se mettre à son service, comme le bistrot du quartier neuf.

Les politiciens anticléricaux se sont servis de la libre-pensée, mais ils ne l'ont pas servie. Ce n'est ni par des lois, ni par des élections, qu'on abat l'Eglise et le Dogme, mais par une action et une propagande intenses qui se donneront pour objectif de vider les temples de leurs derniers fidèles.

Georges BASTIEN.

PROPOS d'un PARIA.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais ces messieurs bolchevistes qui se vantent de mener, grâce à leur dictature qu'ils baptisent, pour la circonstance, « du prolétariat » le peuple vers une civilisation supérieure, se conduisent, généralement comme les mules les plus caractérisées.

Dernièrement, ils invitaient les locataires qui sont hélas, légion et ont tous, peu ou prou, à se plaindre de leurs maîtres, à écouter, en un meeting « de classe » naturellement, les voix autorisées de personnes « qualifiées » pour soutenir leurs desiderata.

Parmi ces orateurs se trouvait le citoyen Luquet, vieux bon bougre de socialiste qui certes n'est pas plus un politicien que le millionnaire Marcel Cachin.

Or, que firent les « communistes » à leur invitation ? Ils le constatarent tout simplement, et l'empêchèrent de parler.

Il aurait été bien simple de ne pas aller le chercher. Et cela avait plutôt l'air d'un guet-apens de la part des militants « de gauche » organisateurs, dont la « roubardise », je suis poli, ne semble avoir pour équivalent que la stupidité des payants de la base.

Vendredi dernier, le Comité de défense du droit d'asile avait organisé un meeting dans lequel des parlementaires qui avaient pris l'initiative d'un projet de loi, assurant des garanties à l'élément « étranger » avaient été invités à donner les raisons qui les avaient fait agir — si on peut dire !

N'étant pas encore sous la coupe de la dictature du prolétariat, le Comité du droit d'asile avait donc toute liberté pour faire parler dans une salle de son choix les gens qu'il jugeait susceptibles de donner les raisons qui les faisaient intervenir d'une façon qui n'avaient peut-être rien de révolutionnaire, mais qui pouvait être néanmoins intéressante en faveur des proscrits.

Que firent les communistes ? Sans y être invités sans en préjuger à l'avance le Comité organisateur, ils décidèrent de venir, d'autorité, critiquer la besogne que mène, inlassablement, le Comité du droit d'asile.

Ces messieurs ont été reçus avec les honneurs adéquats. Ils s'en sont plaints en quelques lignes dans l'Humanité, laissant entendre qu'ils s'en souviendraient.

En tout cas, aussi discrédités que puissent être aux yeux des renégats de l'anarchie, attirés par les guichets bolchevistes comme des mouches sur le sucre, les « militants de l'anarchie » il faudra que ces messieurs des rayons et cellules se mettent bien dans la tête, que, pour le moment du moins, il n'y a rien à faire.

Toutes les simagrées, les hurlements, les déclamations démagogiques des ouvriers honoraires, des poètes bambocheurs, des avocats d'affaires, des politiciens caméléons, des proprios doublés d'exploiteurs, sans oublier les jeunes loups aux dents longues qui composent « l'élite prolétarienne » se heurteront encore longtemps à notre volonté inébranlable de mettre la masse des pauvres bougres en garde contre le fascisme rouge dont ils sont les champions.

Disqualifiés par ces gens-là est un honneur dont nous ne pouvons qu'être fiers. — Pierre Mualdes.

Zambonini nous écrit...

Nous avons eu la grande joie de recevoir du camarade Enrico Zambonini, dont nous rappellerons dans notre dernier numéro l'emprisonnement arbitraire, la lettre suivante :

« Chers Camarades, « Après cinquante-sept jours de détention arbitraire, j'ai le plaisir de vous annoncer ma mise en liberté provisoire, hier soir, 24 janvier, à 19 heures. »

Je remercie tous les camarades pour leur solidarité morale. Je vais vous envoyer au plus tôt le duplicata du dossier et je vous assure que sa publication éclatera les plus aveuglés.

Sachez que Callea, qui est aussi innocent est toujours détenu, et qu'il n'est pas, comme moi, soutenu par un idéal.

Recevez, chers Camarades, mon salut le plus fraternel.

« Enrico ZAMBONINI. »

Certes, la libération provisoire de Zambonini est un premier pas vers la justice. Pour que ce premier pas ait été franchi, il fallait que les bases de l'accusation soient bien fragiles, car la justice bourgeoise ne lâche pas aisément ceux que la vindicte fasciste lui signale.

Le non-lieu ne peut donc tarder, non plus que la libération de Callea.

Il suffit que ce dernier soit « étranger » et innocent pour que le Comité de Défense du droit d'asile intervienne en sa faveur.

Ce sera fait.

Groupe des 17^e et 18^e
CERCLE D'ETUDES SOCIALES
Jeudi 31 janvier, à 21 heures précises, Maison des Syndicats, 172, rue Legendre (17^e), première conférence sur :
LES LOIS DE LA VIE ECONOMIQUE
par Goujon
Participation aux frais : 1 franc

DIMANCHE 10 FÉVRIER 1929

à 14 h. 30 à « LA BELLEVILLOISE »

Salle Jean-Jaurès, 23, rue Boyer (Métro-Martin-Nadaud)

GRANDE MATINÉE ARTISTIQUE

AU BÉNÉFICE DU « LIBERTAIRE »

Avec le concours assuré de :

Mmes REINE DERNYS, JANE MONTEIL (de la Muse Rouge) ;

MM. ANTONIO, SIGRIST, COLADANT (de la Muse Rouge) ; FELIX GIBERT (de l'Odéon) ; le ténor SEPSER, JEAN-CLAUDE. Les poètes chansonniers : LOUIS LOREAL, ROGER TOZINY.

M. CAMILLE RENOARD (des Concerts Colonne), et Mme DEVAUX.

MARGUERITE GREYVAL (du Théâtre Antoine).

Au piano : Mme CAPAUMONT.

ENTREE : 4 FRANCS.

GRATUITE POUR LES ENFANTS.

On peut se procurer des cartes, 72, rue des Prairies.

CONTRE LES EXPULSIONS ADMINISTRATIVES

LA CAMPAGNE CONTINUE

...et elle continuera, envers et contre tous, jusqu'à complète satisfaction

Depuis quatre mois que notre Comité de Défense du Droit d'Asile a commencé sa campagne contre les expulsions de nos camarades « étrangers », l'idée développée par nos militants fait chaque jour du progrès. Grâce à notre agitation ininterrompue, des hommes, qui ne sont pas — il s'en faut ! — des sympathisants à nos théories ont été émus par la situation lamentable que nous exposons. C'est ainsi que neuf députés : Frossard, Pierre Cot, Sérol, Duraufour, Frédéric Brunet, Ernest Lafont, Pouzet, Planche et Breton, ont déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi (dont nous avons donné le texte dans le Libertaire du 13 janvier) ayant pour but de supprimer l'expulsion des « étrangers » par voie administrative.

Dans le but d'amplifier l'agitation et d'intéresser plus vivement l'opinion publique à cette question qui nous tient tant à cœur, nous avons invité les six députés qui se trouvaient à Paris à venir exposer en un grand meeting les motifs qui les incitent à déposer leur projet de loi.

Or, le matin du meeting (vendredi dernier) l'Humanité publiait une note annonçant ce meeting et dans laquelle elle déclarait que le Secours Rouge avait désigné Arrighi pour venir apporter le point de vue de son organisation sur notre campagne.

Depuis quatre mois que dure notre agitation, c'était la première fois que le S.R. daignait, dans l'Humanité, faire connaître un de nos meetings — et c'était pour annoncer qu'il avait désigné un orateur qui donnerait son point de vue.

Nous savions par expérience ce que cette note voulait dire. Sous couleur de défendre les proscrits c'était encore, être de la politique, des insinuations, des sarcasmes, des insultes qui allaient être déversés contre ceux qui ne veulent pas s'embarquer sous la bannière soviétique.

Or, le Comité du Droit d'Asile se sent major. Il laisse d'autres entreprendre leurs campagnes comme bon leur semble, MAIS IL ENTEND MENER LA SIENNE COMME IL LUI PLAÎT.

Aussi, connaissant les mœurs des « gardes rouges » avions-nous pris toutes mesures utiles pour que notre meeting ne fut pas troublé et avions-nous décidé de ne pas donner la parole à une organisation QUE NOUS N'AVIONS PAS INVITÉE et dont nous connaissons trop la raison d'être : faire du recrutement bolcheviste.

LE MEETING

Un public assez nombreux avait répondu à notre appel, et c'est devant une bonne salle que Lecoq, qui préside, ouvre la séance.

Notre ami annonce que, d'après un article de l'Humanité, les bolchevistes ont l'intention de venir troubler la séance et que d'autre part, il avait appris que les fascistes des « Jeunesses Patriotes » avaient manifesté le même désir. Il déclare que les « députés » ont été invités par notre Comité à venir exposer les motifs de

leur projet de loi et que nous sommes disposés à empêcher par tous les moyens que l'on trouble cette réunion. La liberté de parole sera respectée pour tous les orateurs inscrits, dit-il en terminant.

Le citoyen Frossard, député de la Martinique, développe les raisons qui militent en faveur de son projet. Il félicite le Comité du Droit d'Asile de sa campagne courageuse et nécessaire. « Il faut rompre l'opinion publique, car une loi de progrès social n'est appliquée qu'autant que le peuple force les pouvoirs publics à le faire. La loi de huit heures ne fut votée que parce que, durant de longues années, la classe ouvrière battait pour son obtention. Ce n'est encore que par la force que l'on obtient quelque chose du Parlement. Continuez donc l'agitation jusqu'à l'obtention de la suppression des expulsions administratives. Exigez le respect du Droit d'Asile. »

Le citoyen Breton, député du Cher, lui succède. En phrases brèves, il indique ce qui motive le projet de loi. Il rappelle que la France s'enorgueillissait, jadis, d'être la terre d'asile des proscrits. Il ne faut plus que le renom de la liberté qui faisait la fierté des hommes libres de France soit terni par les actes d'arbitraire. Il faut rendre immédiatement justice aux proscrits des pays de dictature. Le Comité du Droit d'Asile a donc bien fait d'engager cette campagne, qu'il faut poursuivre jusqu'à ce que soit abolie l'expulsion par voie administrative.

D'autres députés avaient formellement promis de venir, mais la note parue dans l'Humanité du matin leur faisant pressentir des désordres et, peut-être, des bagarres, ils s'excusèrent pour diverses raisons. Lecoq lit les lettres d'excuses des citoyens Pierre Cot, Planche, ainsi qu'une missive très intéressante d'un professeur au Collège de France et donne la parole à Loréal, qui revient de province, pour nous donner les impressions recueillies lors de sa tournée avec Odéon.

A ce moment se produit un incident. Le député du Secours Rouge, Arrighi, avait, dès le début de la séance, demandé la parole à Lecoq. Notre ami lui avait exposé les raisons pour lesquelles nous lui refusions la parole — d'ailleurs le meeting n'étant pas contradictoire. Arrighi était alors parti dans la salle et, au moment où Loréal allait causer, il se dressa et demanda à parler. Nous savions par expérience (notamment le meeting de Pantin) que si nous le laissions faire, c'était à être la bagarre. Résolus à ne pas subir les ukases du parti bolcheviste et bien décidés à ce que notre meeting se termine dans le calme, nous priâmes donc Arrighi de sortir et, devant sa résistance, nous l'expulsâmes rapidement — non sans toutefois qu'il ait eu le temps de nous déclarer qu'à la prochaine réunion communiste où un anarchiste demanderait la parole il sortirait les pieds devant (sic).

Lecoq exposa à l'assistance, pourquoi nous avions sorti Arrighi — et l'assistance nous approuva — les autres bolchevistes

venus pour faire du bruit se tenant bien gentiment cois.

Loréal développa ses impressions de tournée et Férandel termina en déclarant que nous continuerons notre campagne jusqu'à ce que le droit d'asile soit enfin reconnu pour tous nos camarades proscrits.

UNE COURTE EXPLICATION

Et maintenant donnons quelques courtes explications pour ceux qui malgré que nous nous soyons expliqués déjà plusieurs fois, semblent se faire un malin plaisir de critiquer notre attitude dans cette campagne.

Antiparlementaires nous demeurons comme nous l'étions hier. Prêts à démasquer tous les politiciens quelle que soit leur étiquette. Nous savons que nous n'avons pas grand-chose de bon à attendre des lois et nous en dénonçons tous les jours la duplicité. Seulement, nous avons constaté — et l'histoire des trente dernières années est là pour nous le prouver — que l'arbitraire des dirigeants n'a de limite que lorsque l'opinion publique lui dit : halte-là !

De 1906 à la guerre, tous les révolutionnaires ont bataillé pour les huit heures, pour l'amnistie, pour la libération de Rousset et pour d'autres cas encore.

Or, il ne faut pas jouer sur les mots : quand on proteste pour la libération de Vial, par exemple, on sait très bien que ce ne sont pas les auditeurs qui iront délivrer Vial. Ce que l'on veut faire, c'est que par leur protestation, par leur agitation ceux qui ont compris émeuvent l'opinion publique et que celle-ci, par sa cohésion, oblige les gouvernements à lâcher leur proie.

En bien ! c'est toute la tactique de notre Comité du Droit d'Asile. Par notre propagande, par nos meetings, par nos affiches, nous voulons attirer l'attention du plus grand nombre possible de gens sur le scandale des expulsions. Nous voulons que ces gens, par leur nombre, par leur intervention, par leurs protestations sans cesse accrues, forcent la main à leurs élus et les obligent à abolir les expulsions administratives.

NOUS VOULONS, AVANT TOUT, SAUVER NOS CAMARADES ETRANGERS DE L'ARBITRAIRE POLICIER. C'est cela seul qui nous importe pour le moment. Nous ne cherchons pas à faire du recrutement à la faveur du malheur de nos amis. Nous cherchons tout simplement à les sauver.

Et sans nous lier les mains, sans nous compromettre avec quiconque, en gardant intacte notre pleine liberté d'action, c'est ce que nous faisons et que nous continuerons à faire.

S'il on est qui se joignent à nous dans cette campagne — bien qu'ils soient loin de partager nos conceptions — nous les acceptons de tout cœur pour lutter avec nous pour le droit d'asile — mais libres nous restons de les combattre sur les autres terrains.

Ce que nous ne voulons pas, ce que nous ne permettrons pas, c'est que cette campagne de solidarité humaine serve de terrain de recrutement à des partis politiques.

Ceux à qui nous avons fait appel jusqu'aujourd'hui et qui nous ont répondu, ceux-là se sont toujours, dans nos meetings et dans la campagne en général, tenus sur le terrain strict des expulsions administratives. S'ils font de la politique par ailleurs, ils n'en font pas dans nos meetings. Et nous empêcherons par tous les moyens, que l'on vienne introduire dans notre campagne les compétitions politiciennes.

Nous nous sommes mis en tête de sauver nos camarades menacés chaque jour d'expulsion administrative — et nous bataillerons jusqu'à ce que nous réussissions à les sauver.

Notre campagne continue donc — que ceux à qui elle ne plaît pas en prennent leur parti et elle ne se terminera que lorsque nous aurons obtenu la suppression des expulsions par voie administrative.

La semaine prochaine :

LES ARTS

par

Coulom

VANZETTI ÉTAIT INNOCENT

Frank Silva avoue le crime de Bridgewater

(Suite) (1)

A sa première visite aux bureaux de l'Outlook, il refusa de nous raconter son histoire. Il quitta New-York pour Boston le lendemain matin.

Deux semaines après, je retournai à Boston pour avoir une entrevue avec lui. Il m'invita chez lui à dîner et bientôt, il m'osa plus rien me refuser. J'étais « son homme » et il était décidé à « y aller » de son histoire de Bridgewater, crime pour lequel le pauvre marchand de poisson Vanzetti avait été condamné, et sur lequel aussi, la magistrature du Massachusetts s'appuyait pour la deuxième condamnation de lui, le conduisit, avec Sacco, sur la chaise électrique.

Je revins à New-York en compagnie de Silva. Jimmy Medo nous accompagnait. Silva fit sa confession, en présence de l'écrivain Bellamy, de Silas Bent et de Wood, tous trois attachés à la direction de l'Outlook.

Il parla pendant deux heures. Je l'écoutai attentivement, pris des notes et lui posai de nombreuses questions essayant de le prendre en défaut. Mais je n'y parvins pas.

Le récit de Silva est la vérité.

En contrôlant la confession

L'article suivant explique de la façon dont fut opérée le contrôle des témoignages

(1) Voir les numéros des 23 décembre 1928, 4, 11, 18 et 25 janvier 1929.

Nos Meetings en Province

THIERS

C'est devant un auditoire assez restreint qu'Odéon prend la parole pour dénoncer l'infamie des gouvernements d'Europe, et de France en particulier, qui traquent les proscrits antifascistes, il rappelle que la lutte pour la défense du droit d'asile est une action qui doit porter en dehors des tendances tous les hommes de cœur.

Loréal, tout en regrettant le peu d'affluence, fait l'historique de la création du Comité de Défense du Droit d'Asile, il démontre que contre la classe ouvrière désunie la police a su organiser son internationalisme pour la répression qui s'abattra encore plus féroce si les ouvriers ne réagissent pas plus énergiquement et demande en terminant à ce que les camarades présents fassent le nécessaire auprès d'eux pour faire connaître l'œuvre du Comité.

Le Groupe Libertaire.

Le groupe de Thiers vient de perdre un bon camarade, Delorme Etienne, qui, toute sa vie, fut un dévoué camarade et ardent propagandiste.

LIMOGES

Malgré le mauvais temps l'indifférence des camarades n'a pas d'excuse ; cinq ou six anarchistes seulement étaient venus assister à la conférence, ainsi l'inertie dont ils ont fait preuve est vraiment un manque de dévouement à la cause des proscrits.

Quelle mauvaise psychologie ! Les efforts et l'argent que nécessite la campagne ne comptent donc pas ? Quarante-cinq auditeurs dans une ville où les anarchistes se targuent d'être nombreux, c'est stupéfiant et regrettable pour les proscrits, certes, car l'est encore davantage pour les individus qui affectent tant d'indifférence, car si les proscrits courageux que nous connaissons pouvaient dire face à face à certains de ces dévoués de leur attitude en tant qu'anarchistes conscients et affranchis ! Ce serait même inutile car le dilettantisme de ces camarades dépasse toute mesure. Ceci n'empêche pas les orateurs de défendre avec courage et conviction les victimes des expulsions administratives.

Odéon d'abord trace un tableau précis de la situation en exposant le travail fait par le Comité de Défense du Droit d'Asile, il montre la genèse et le développement de la campagne actuelle, les résultats qu'on pouvait espérer, le but à atteindre et préconise une agitation de plus en plus intense.

Après lui le camarade Brissard fit une intervention en faveur de la cause des proscrits, il rappela l'exemple de l'agitation en faveur de Sacco et Vanzetti pour montrer qu'il n'était pas impossible de galvaniser l'opinion publique malgré les difficultés du début de cette campagne.

Enfin Loréal traita le sujet à fond. Il expliqua les causes des expulsions administratives ; il indiqua que seules la solidarité et l'entente internationale des travailleurs seraient capables de résister au capitalisme international, dont Mussolini, Primo de Rivera, et autres dictateurs ne sont que les domestiques. Il examina l'idole patrie, la guerre et ses conséquences : ruines, maladies, morts et blessés, surtout le chauvinisme et la xénophobie qui en résultent.

Puis l'immigration de la main-d'œuvre étrangère, la duplicité des gouvernements, le droit au travail et à la liberté pour tous. Enfin les luttes et les défaites des travailleurs italiens, espagnols, bulgares, particulièrement le domicile forcé, la prison, l'exil, l'assassinat légal et illégal. La police aux ordres de Mussolini, l'inhospitalité du gouvernement français, les bandes fascistes venant jusqu'en France traquer les proscrits.

Malheureusement les auditeurs étaient rares et c'est infiniment regrettable, espérons que la prochaine fois ils comprendront mieux leur devoir.

ORLÉANS

Mercredi 23 janvier, la tournée du Comité du Droit d'Asile passait dans cette ville où nous avions organisé, salle Hardouineau, un meeting de protestation contre les expulsions administratives.

Les camarades Odéon et Loréal prirent successivement la parole dénonçant le scandale d'une République des Droits de l'Homme, qui se livre à la persécution de ses citoyens, de ses casernes, comme de ses prisons la devise : liberté, égalité, fraternité, alors que sur la simple dénonciation d'un mouchard ou d'une lettre anonyme elle emprisonne ou fait repasser la frontière à des étrangers qui, fuyant la dictature de leur pays, croyaient trouver en France un peu plus de liberté sinon de bien-être, une République dans laquelle le fascisme tente de plus en plus à s'implanter et qui ne respecte même plus les lois qu'elle a faites sur le droit d'asile.

Ils demandèrent ensuite à tous les hommes de cœur, à tous ceux qui pensent que les étrangers, qui vivent sur notre sol confiants en notre hospitalité, qui produisent et, par ce fait, participent à la prospérité nationale, de mener avec tous les moyens dont ils disposent une énergique campagne qui forcera les gou-

vernements à reconnaître aux proscrits les mêmes droits que ceux accordés à leurs frères français.

Nous tenons à remercier les membres des groupements que nous avions invités d'avoir assisté à cette réunion à laquelle aucun contradicteur ne demanda la parole, cependant il y avait, dans la salle, quelques membres des Jeunesses Patriotes et l'un d'eux pris à partie par Odéon refusa de venir expliquer à la tribune le point de vue fasciste qui proscrit ou oblige à s'expatrier, comme en Italie, en Espagne, et autres pays où règne la dictature, les hommes qui ne veulent pas servir de pantins ou de flics aux Mussolini et consorts, lesquels n'ont d'égards, comme la République française, que pour les rastas et métèques, qui viennent leur donner la main à exploiter le prolétariat.

Nous félicitons les communistes d'avoir applaudi notre camarade Loréal lorsqu'il protesta contre le régime infâme de toutes les dictatures.

Nous espérons que cette réunion portera ses fruits et que les camarades qui y assistaient nous aideront dans cette cause si juste et si humaine en attendant que la fraternité internationale supprime les frontières. — Raoul Colin.

Compte rendu financier de la tournée Odéon-Loréal

RECETTES

Bordeaux, 60 ; Toulouse, 110 ; Carcassonne, 150 ; Narbonne, 90 ; Coursan, 67,70 ; Béziers, 100 ; Agde, 80 ; Aimargues, 70 ; Pézenas, 100 ; La Clot, 100 ; La Seyne-Toulon, 140 ; Fédération du Rhône, 200 ; Clermont-Ferrand, 200 ; Thiers, 85 ; Limoges, 130 ; Orléans, 130 ; Liste de Villeneuve à Tézan, 47 fr. Total, 1.849 fr. 70.

DEPENSES

Chemin de fer, 1.500 fr. ; salaire à Odéon, 400 ; salaire à Loréal, 400 ; frais, hôtel et restaurant Odéon, 519 ; frais, hôtel et restaurant Loréal, 518,75 ; participation du Comité aux frais d'organisation du meeting de Limoges, versée à l'Outlook, 150 ; impression des affiches, 600 fr. Total : 4.087 fr. 75.

BALANCE

Depenses, 4.087,75 ; recettes, 1.849,70 ; déficit, 2.238 fr. 05.

Le déficit a été couvert par le Comité du Droit d'Asile.

Pierre Odéon et Loréal.

POUR LE MOUVEMENT ANARCHISTE

Des abonnements pour LE LIBERTAIRE !

Ainsi que nous l'avions prévu, pas de grandes réalisations dans la chasse aux abonnés du « Libéraire ». Le mouvement continue bien paisiblement et les rentrées de cette semaine : 21 abonnés nouveaux n'offrent rien d'extraordinaire.

Cela nous permet tout de même de passer de 1.001 à 1.022. Ce n'est certes pas la cadence voulue pour atteindre les 1.500 abonnés avant le 15 février. Ce n'est plus d'ailleurs en 15 jours que nous pouvons recruter les 478 nouveaux abonnés. Mais bah ! c'est là un espoir auquel nous avons renoncé — comme à tant d'autres !

L'essentiel, maintenant, c'est que tous les camarades susceptibles de s'abonner n'hésitent pas à le faire, que tous les autres qui peuvent autour d'eux recruter des abonnés nouveaux s'y emploient et ainsi nous parviendrons peut-être, à la longue, à un résultat appréciable.

Les 21 abonnés nouveaux se répartissent ainsi : Ardèche 1, Aude 3, Aveyron 1, Bouches-du-Rhône 1, Garonne (Haute-) 1, Hérault 2, Oise 1, Puy-de-Dôme 2, Seine 4, Seine-et-Oise 2, Algérie 2.

..

Envoyez-nous des listes d'abonnés possibles à qui nous ferons, pendant quelques semaines, un service gratuit d'essai.

Reclamez-nous des carnets d'abonnements.

TARIF DES ABONNEMENTS :

Un an : 22 fr. ; 6 mois : 11 fr. ; 3 mois : 5 fr. 50

Voir le bulletin d'abonnement en 4^e page

Sur demande, le journal est expédié sans indication apparente, ce qui permet d'éviter, de la poste ou d'ailleurs, tous ennuis et indiscretions.

chercheraient pas à tromper. Cependant, je me méfiais toujours de Silva.

Ce voyage avait d'ailleurs pour but de me convaincre et de convaincre aussi « Outlook » que Silva avait bien dit la vérité.

Silva dit que la bande partit de North-End-Park à Boston. Il se proposait présentement de me montrer exactement où et comment le crime avait été commis et de me conduire hors de Bridgewater par les chemins empruntés pour la fuite.

Nous allâmes d'abord sur la « place » de Bridgewater où nous nous arrêtables pour permettre à Silva de nous indiquer la place où lui-même et Doggy Bruno se tenaient en attendant l'auto de la White Shoe Company.

Nous allâmes ensuite vers North-Down-Broad, dans la direction de Hale street qui ne traversait pas Broad, mais la longe parallèlement vers l'est, quelques centaines de pieds après la place.

Silva portait maintenant son chapeau mais baissa sur les yeux.

Il était si excité qu'il bégayait presque. En atteignant Hale street, Silva me montra exactement comment leur auto était garée, à dix pieds peut-être de Broad street, sur la droite, et comment, à son signal indiquant l'approche de la voiture de la White Shoe, elle recula de façon à ce que l'arrière obstruait quelques mètres de Broad street. L'intention première était de forcer l'auto de la White Shoe à s'arrêter dans Broad street et de profiter de la circonstance pour s'emparer des 31.000 dollars qu'elle contenait. Mais une circonstance imprévue intervint. Un tramway descendait se dirigeant vers la gare.

« Qu'entendez-vous par tramway ? », demandai-je. « Il n'y a pas de voie dans cette rue ».

En effet, Broad street offre maintenant une surface d'asphalte poli.

Mais Silva s'obstinait.

A propos de la "Synthèse"

La Voix Libertaire a publié dernièrement un article de Fabbri traduit de La Protesta et d'après lequel, l'auteur de l'article semblait être en accord avec la synthèse de Sébastien Faure. Or, cet article avait été écrit par Fabbri avant le Congrès d'Amiens.

Le Liseur a démontré que Fabbri n'était pas aussi d'accord avec Sébastien Faure que celui-ci voulait bien le laisser entendre.

Pour confirmer cette affirmation, nous traduisons à notre tour un article publié par Fabbri au lendemain du Congrès d'Amiens.

Voici cet article :

Le Congrès extraordinaire de l'Union anarchiste-communiste-révolutionnaire française, convoqué pour mettre fin aux malentendus, aux discordes et à la scission provoqués par le Congrès précédent, s'est tenu à Amiens les 12, 13, 14 août 1928.

Le Congrès, qui a été qualifié de « Congrès d'unité anarchiste-communiste », semble avoir atteint son but. Même si les résultats pratiques de la reconstitution de l'unité ne sont pas immédiatement tangibles, on peut dire que celle-ci est en bonne voie, car, de la part des camarades de l'U. A. C. R., on a fait preuve du maximum de bonne volonté et d'esprit de conciliation. On a manifesté le désir de réaliser un bon accord et aussi de retourner à un respect plus scrupuleux des principes, lesquels on doit s'en souvenir, avaient été fort maltraités au Congrès précédent.

De même que, dans nos commentaires sur le dernier Congrès, nous n'avons pas hésité à exprimer notre dissentiment avec l'esprit qui présida ses débats et avec presque toutes les résolutions prises sur le terrain idéologique — esprit et résolutions imprégnés d'une tendance antipathétique exclusive et autoritaire — de même aujourd'hui nous rendons franchement hommage aux sentiments de fraternité et de cohésion anarchiste qui ont triomphé au Congrès d'Amiens. Le mot « triomphe » est du reste impropre, car il n'y eut presque pas de dissentiments, et la résolution la plus importante, celle qui fixe la méthode d'organisation et l'orientation pour l'avenir, a été adoptée à l'unanimité. Nous reproduisons, sans commentaires, la résolution approuvée à ce sujet :

(Cet la résolution adoptée au Congrès d'Amiens.)

Comme rien n'est parfait, en ce monde, celui qui chercherait du poil à un œuf, trouverait à cette résolution motifs à critiquer. Mais, à nous, il semble qu'il s'agit d'une résolution bonne dans l'ensemble et qui, telle qu'elle, doit réunir effectivement tous les compagnons convaincus de la nécessité de l'organisation et animés en même temps de l'esprit anarchiste et du sentiment de mutuel accord.

Nous devons ajouter que les autres résolutions prises sur les questions spéciales à l'activité de l'U. A. C. R. — Journal, Librairie internationale, Comité de Défense anarchiste, Entraide, Comité des Editions Internationales, etc. — sont toutes imprégnées du même esprit de conciliation et qu'elles sauvegardent l'autonomie des diverses initiatives et la liberté de critique. C'est tout le contraire des résolutions adoptées au Congrès précédent.

Certes, des questions personnelles peuvent toujours surgir et nuire au bon accord. Mais l'absence de quelques éléments qui, dans le passé, suscitaient l'hostilité entre compagnons et, par contre, la présence parmi les congressistes de quelques-uns qui, dans le passé, ont donné des preuves sérieuses de bonne foi anarchiste, de sens de cohésion et de sentiment de fraternité nous sont un garant que les résolutions prises ne resteront pas lettre morte.

Nous espérons donc que ce Congrès n'aura pas été vain ; que ceux qui, pour des justes raisons, quoique trop précipitamment peut-être se détachèrent de l'Union en novembre dernier, y reprendront leur place et que l'U. A. C. R. restera désormais sur la grande route de la cohésion libertaire et de l'activité révolutionnaire et réussira à imprimer un nouvel élan au mouvement anarchiste français et à écrire une nouvelle et plus éloquent page de son histoire. — Luigi FABBRI.

AUX HASARDS DU CHEMIN...

LES NÉCROPHORES

Parmi la gent invertébrée, il existe des insectes qui naissent, vivent, pondent et se reproduisent sur les cadavres. On les appelle des nécrophores.

Parmi les vertébrés, il est certains animaux dits supérieurs qui peuvent, quant à leurs mœurs et à leur mentalité, être identifiés avec ces insectes. Ce sont des bipèdes que l'on nomme : militaires, ministres, politiciens, capitalistes, financiers, mercantis — et, en terme général : parasites.

Ils vivent, se développent, prospèrent et se multiplient sur les cadavres d'autres bipèdes que l'on appelle : prolétaires, électeurs, militaires, citoyens ou, en bref : des producteurs.

Les nécrophores humains ont causé d'énormes ravages parmi la race des producteurs. Ils ont, par des artifices de langage, toujours eu l'art d'envoyer leurs victimes à l'immolation, non seulement sans que celles-ci protestassent, mais encore en les faisant chanter joyeusement en allant vers la mort.

Pour le plus grand profit des parasites, les producteurs vont se faire tuer la peau au nom de la démocratie, de la liberté, du droit, de la justice, de l'intérêt de la république ou du royaume — voire même de la dictature du prolétariat.

Les nécrophores usent d'un mot : la patrie (même, disent quelques-uns, la patrie prolétarienne) et se servent d'un emblème qui, de multicolore, passe jusqu'au rouge le plus vil et le plus uniforme. Ils font apparaître aux enfants des écoles, future chair à canon, des chants guerriers. Ils ont même annexé à ces hymnes meurtriers l'Internationale, pour mieux piper les crédulités et les enthousiasmes.

Les politiciens, derrière lesquels on trouve toujours les financiers, font actuellement une ample moisson de cadavres au nom d'une nouvelle entité : l'autonomie nationale.

En Afghanistan, en Croatie et en d'autres lieux, les pauvres prolétaires se font massacrer pour satisfaire le désir de vivre des nécrophores.

Et cela durera tant que ceux qui sont appelés à fournir la nourriture à leurs parasites, ne dessilleront pas leurs yeux et qu'ils ne verront pas que la seule chose qui vaille la peine d'un sacrifice, c'est la vie.

La vie intégrale du producteur — qui ne sera possible que lorsqu'ils auront cessé d'être des soldats, des prolétaires, des citoyens, des électeurs.

Pour devenir tout simplement des hommes.

Qui auront exterminé tous leurs nécrophores. ARISTOBULE.

LES TROIS PENDUS

La campagne électorale pour le siège législatif de Brestaux se révèle particulièrement riche en événements scandaleux.

De la part de chacun des trois candidats, les manœuvres les plus incroyables furent employées pour attirer les électeurs à eux. Tous les journaux, ou à peu près, eurent recours aux arguments de circonstance.

Cependant il y eut une feuille qui battit tous les records : ce fut le Journal des Masses. Le quotidien des encellulés reprochait véhémentement, à un concurrent d'être millionnaire ; et ce reproche, qui voulait être définitif était signé Marcel Cachin.

Le citoyen Lacrymus aurait bien fait de regarder dans son parti avant que de parler de millions. Il y a, en effet, trois moscovitaires célèbres qui sont nantis de fortunes de plusieurs millions : ce sont Berthon, Vaillant-Couturier et Cachin (soi-même).

Or, il est toujours dangereux de parler de corde dans la maison de trois pendus.

PREPAREZ LE CORBILLARD

Enfin, oui ou non, croyez-vous que l'on comprendra vraiment quelque chose à cette curieuse affaire Hanau-Bloch ?

Petit à petit, les colonnes de la presse se rétrécissent. On en cause moins, beaucoup moins.

Voyons, monsieur Glard, n'insistez pas, que diable ! C'est si charmant et délicieux un enterrement de première classe !

mentir ou se tromper sur l'heure et le lieu où il se trouvait certains jours déterminés, mais les faits matériels ne mentent jamais. Un bâtiment ne ment pas, un restaurant non plus.

Au surplus, Silva, qui avait montré, lors de la déposition, une certaine nervosité, était de plus en plus excité maintenant que nous étions sur les lieux du crime. Je ne pouvais supposer que ce fut un comédien rusé. Je l'amenais à croire qu'il disait la vérité.

Pendant la fuite, Guinea Oates engagea la Buick dans Hale street, en direction de Plymouth, il tourna à droite une première fois, puis une seconde pour prendre une route passant près de deux cimetières, dont l'un se trouve à droite, l'autre à gauche. Cette route conduit dans le centre du village. Leur voiture, nous dit Silva, fut arrêtée après du plus grand cimetière, c'est là qu'il descendit pour piler les numéros. Après les avoir lue, il passa les numéros à Doggy Bruno, auquel il dit de les jeter dans le premier ruisseau un peu profond qu'on rencontrerait. La bande fit également un ballot des papiers et des chapeaux. Ce ballot devait être jeté à la première occasion propice, pendant la fuite. Silva dit que la voiture ne fut plus arrêtée et qu'il ignore comment et où Doggy Bruno se débarrassa de ces preuves gênantes.

Je demandai brusquement à Silva s'il pourrait me reconduire au garage où il avait volé les numéros.

« Oui », répondit-il. « Il est situé à Needham, pas loin d'un poste de police ».

Medo nous conduisit à Needham et Silva remit son chapeau de feutre.

Le garage que nous montra Silva se trouve derrière la mairie, et le poste de police se trouve précisément sur l'arrière.

Silva ne voulant pas passer devant le poste de police, j'ordonnai à Medo d'y passer deux fois au lieu d'une. Ainsi, huit ans

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

La synthèse anarchiste dans le mouvement anarchiste

II

Pour savoir si la synthèse anarchiste, considérée comme charte d'organisation, est toujours, dans les circonstances présentes, la seule à être : pour savoir si, dans l'avenir même du mouvement anarchiste, la tentative de réalisation pratique qui en a été tentée par la mise sur pied de l'A. F. A. doit se poursuivre, nous allons continuer de l'examiner en suivant les arguments que Luigi Fabbri a prodigués dans son étude de cette question publiée par *La Protesta* et qu'a reproduite *La Voix libertaire* (1). Il ne nous reste plus qu'à rechercher, avec Fabbri, les causes qui ont empêché la réalisation, dans le mouvement anarchiste, de la synthèse anarchiste, pourtant exprimée depuis toujours dans la doctrine anarchiste.

Pas plus qu'il ne s'est mépris sur le caractère circonstanciel de la synthèse, Fabbri ne s'illusionne sur les possibilités de sa réalisation pratique. C'est sur cette réalisation même qu'il formule les plus entières réserves et qu'il élève les objections les plus fortes. On peut dire, d'ailleurs, que le fond de son étude n'est rien autre que cela. Il lui suffit de définir l'un après l'autre les trois courants principaux du mouvement anarchiste : l'anarchisme syndicaliste, l'anarchisme communiste, l'anarchisme individualiste, qui, théoriquement, par leur réunion organique, doivent être les éléments constitutifs de la synthèse anarchiste, pour faire apparaître que la réalisation pratique de celle-ci, tout au moins sur ces bases, est bien aléatoire.

Pour ce qui est des anarchistes communistes, Fabbri a déjà dit, et nous l'avons répété avec lui, que les idées de la synthèse anarchiste sont déjà contenues dans leur programme. La synthèse anarchiste est donc, pour eux, autre chose qu'une question de programme. C'est aussi une question d'organisation.

S'il n'était question que d'établir un programme, dit Fabbri, sur le terrain théorique, nous pourrions dire que la chose est faite depuis cinquante ans. Mais c'est quand il s'agit de constituer des organisations de fait entre les adhérents à ce programme, pour développer une action déterminée, pour faire des choses bien précises, que naît la nécessité, pour les associés, de se trouver d'accord non seulement sur un point du programme mais sur tout. Les anarchistes communistes partisans de l'organisation, s'ils veulent constituer une organisation cohérente et non contradictoire dans ses éléments, doivent la fonder sur les trois principes mentionnés, tous les trois indispensables à leur avis — à l'anarchisme. Donc, la première condition à réaliser pour que l'organisation ne soit pas condamnée à se voir paralysée par des contrastes intérieurs, c'est que tous ses composants soient d'accord dans l'acceptation des trois principes et pas seulement d'un ou de deux.

Or, cet accord sur les trois conceptions fondamentales de l'anarchisme, s'il existe théoriquement, — virtuellement, entre tous les anarchistes communistes — encore que nombreux parmi eux soient les réfractaires à l'organisation — il est totalement inexistant entre eux et les anarchistes syndicalistes et les anarchistes individualistes. Sébastien Faure, dans son ardent désir de « synthétiser » à tout prix le mouvement anarchiste français, semble l'avoir totalement oublié. Marquant les caractéristiques de ces deux dernières tendances, Fabbri le lui rappelle opportunément :

Ensuite, il y a les anarchistes syndicalistes. Nous, communistes anarchistes, organisateurs, nous sommes d'accord avec eux que l'organisation syndicale de la classe ouvrière est nécessaire à la révolution, soit pour la lutte, soit pour le commencement d'une reconstruction sociale sur des bases libérales : nous sommes d'accord, aussi, en voulant donner à l'organisation syndicale une orientation la plus possible révolutionnaire et libertaire. Mais quand les anarchistes syndicalistes, comme cela arrive en certains pays, subordonnent l'anarchisme au syndicalisme, renferment tout leur anarchisme dans le syndicalisme, s'opposent à toute autre forme d'organisation anarchiste, ils attribuent aux syndicats des fonctions sociales et révolutionnaires en conflit avec leur

nature... ils rompent l'équilibre des forces au sein de l'anarchisme et ils se mettent d'eux-mêmes en dehors d'une organisation anarchiste possible — laquelle entend faire surtout de l'anarchisme et ne considère le mouvement syndical que comme un adjuvant, et il n'est pas le seul, à la révolution pour la liberté. Cela est tellement vrai que, dans les pays où l'anarchisme syndicaliste est fort, il constitue des organisations pour son compte, distinctes des organisations anarchistes proprement dites.

C'est un phénomène que nous avons vu se produire notamment en Italie avec l'Union syndicale, et en Espagne, avec la Confédération nationale du travail. Dans ces deux pays le courant anarchiste syndicaliste a été assez fort pour éprouver l'impérieuse nécessité de s'organiser non seulement en tant que tendance de l'anarchisme, mais pour créer des organisations syndicales nationales nettement anarchistes, syndicalistes ouvertes à tous les travailleurs comme le sont en France les trois C. G. T.

En Italie, la force de la tendance anarchiste syndicaliste n'a point empêché qu'à côté de l'Union syndicale se développât une organisation spécifiquement anarchiste, l'Union anarchiste italienne. En Espagne, par contre, les organisations strictement anarchistes n'ont eu que peu de relief comparativement à la C. N. T.

Mais en France, nous n'assistons à rien de semblable. Il n'existe point, à notre connaissance, dans l'ensemble du mouvement anarchiste, de tendance, organisée ou non, uniquement anarcho-syndicaliste. Nous ne sachons pas, même, qu'il existe un seul groupement, si minime soit-il, qui s'intitule anarchiste syndicaliste. Est-ce à dire que l'anarchisme syndicaliste n'a point droit de cité dans ce pays ? Non, en tant que tendance particulière du mouvement anarchiste. Si, en tant que courant, en tant que fait social. Mais ce sont les anarchistes communistes qui, en France, depuis de nombreuses années, ont représenté, dans le mouvement syndical, la tendance anarcho-syndicaliste.

Cette partie de la synthèse anarchiste est donc réalisée pratiquement dans les faits depuis longtemps. Une des caractéristiques du mouvement anarchiste français contemporain est en effet de réunir en une seule tendance l'anarchisme syndicaliste et l'anarchisme communiste. Cet élément constitutif de la synthèse éliminé par la force des choses, reste le dernier : l'anarchisme individualiste. Fabbri indique toutes les différences qui le séparent de l'anarchisme communiste :

Si tout l'individualisme consistait dans l'affirmation de la souveraineté individuelle, dans le principe que Sébastien Faure prend comme terme caractéristique, alors tous les anarchistes pourraient se dire individualistes. Mais quand les individualistes nient toute organisation qui ne soit celle du groupe occasionnel et d'affinités contingentes, nient tout pacte social durable et tout engagement, comment faire pour s'organiser avec eux ? Dans la propagande, comment concilier la nôtre pour la mise en commun de la propriété avec la leur pour l'appropriation individuelle ? Et quand nous parlons de liberté pour tous les individus, comment concilier cette propagande avec le paradoxe de tant d'individualistes, pour lesquels chaque individu conquiert sa liberté avec sa force, sans se soucier des autres, et même au détriment des autres ?

C'est bien ainsi, en général, que se situent les individualistes anarchistes et leur propagande. C'est tout cela qui les sépare de nous et qui fait leur propagande si différente de la nôtre. Adversaires par principe du groupement organique, détachés volontairement des contingences sociales, négateurs des nécessités révolutionnaires, ils ne réunissent, en fait, aucune des conditions essentielles pour participer effectivement à la réalisation organique de la synthèse anarchiste.

Dans la conclusion de l'étude de Fabbri, il ressort surtout que la synthèse anarchiste n'est pas la solution exacte répondant aux exigences réelles du mouvement anarchiste. Cette solution est ailleurs :

De là, la nécessité de résoudre le problème des rapports non seulement entre les an-

chistes associés dans une sorte d'organisation, mais aussi de ceux-ci avec les anarchistes d'autres organisations ou groupes et même avec les anarchistes non organisés de toutes les tendances de l'anarchisme. On ne peut prétendre résoudre ce problème en fondant simplement une autre organisation. Il ne peut être résolu que sur la base de la réciprocité, de la compréhension et de la persuasion que chacun a droit de s'organiser à sa manière avec ceux qui pensent comme lui, ou bien de ne pas s'organiser du tout, sans que pour cela soient impossibles entre les uns et les autres les meilleurs rapports de cordialité et de fraternité, et sans que personne puisse, pour soi ou pour sa tendance, prétendre à l'infailibilité ou au monopole de l'anarchisme.

Certes, le malaise dont souffre le mouvement anarchiste français, — et ce malaise ne lui est pas particulier, il se retrouve à des degrés divers dans tous les mouvements nationaux, — ce malaise ne saurait être dissipé par la création pure et simple d'une nouvelle organisation. Les bons rapports entre anarchistes de toutes tendances, c'est une chose. La synthèse anarchiste, charte d'organisation de l'A. F. A., en est une autre. A elle seule, cette formule ne saurait avoir « la vertu d'un ceux qui jusqu'ici se sont obstinés à rester avec acharnement divisés ». Les éléments constitutifs qui sont appelés à la réaliser sont trop disparates pour qu'ils puissent être sérieusement susceptibles d'accepter des principes essentiels communs, un programme identique. Le différend profond qui sépare les anarchistes, ici comme en Italie, comme partout, est celui qui divise les fractions anarchistes en deux catégories bien distinctes : partisans et adversaires de l'organisation. Plus que d'une absence de bonne entente, plus que d'une absence de synthèse, le mouvement anarchiste pâtit d'une crise d'organisation. Et ce n'est point la création d'une organisation nouvelle, dont le développement ne peut s'exercer autrement qu'au détriment de l'ancienne parce que les sources de recrutement sont les mêmes pour toutes les deux, ce n'est point une organisation nouvelle qui dénouera la crise. Au contraire.

D'ailleurs Fabbri lui-même, dans son étude, — qui, rappelons-le, fut publiée le 15 juin 1928, — désapprouvait Sébastien Faure et ses amis d'avoir quitté l'A. C. R. au lendemain du congrès de Paris de 1927.

Pour une raison d'opportunité, dit-il, j'aurais préféré, à vrai dire, qu'ils y restent. Il me semble que, faisant ainsi, ils auraient mieux réussi à empêcher les déviations redoutées et à faire en sorte que les délibérations du congrès de Paris soient restées lettre morte...

Depuis, les décisions du congrès de Paris ont été abolies. Le congrès d'unité d'Amiens est intervenu qui a fait table rase des statuts et rétabli le *statu quo*. Fabbri, on l'a vu, n'a pas eu besoin d'attendre le congrès d'Amiens pour discerner que la synthèse anarchiste, si elle n'était point une nouveauté idéologique dans l'anarchisme, était une innovation inutile dans le mouvement anarchiste. Nous ajouterons que, telle qu'elle est définie, elle est impraticable et que, dans les circonstances où elle prétend s'imposer, elle est dangereuse en consacrant la division du mouvement anarchiste organisé.

Nous sommes heureux que le témoignage qu'a produit Fabbri dans la *Lotta umana* depuis le congrès d'Amiens nous fortifie dans cette appréciation et qu'il prive du même coup les partisans de la synthèse anarchiste et son promoteur du bénéfice moral que confère toujours l'approbation d'un militant du vale et que les connaissances font autorité dans le mouvement anarchiste international.

LE LISEUR.

Aux camarades sympathisants des 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 13^e, 14^e arrondissements

Dimanche prochain 3 février

à 15 heures l'après-midi

REUNION GENERALE

Maison Barret, 10, rue de l'Arbalète, Paris 5^e

Causerie par Pierre Odson

sur : les élections municipales de mai prochain

Tous auront à cœur de se dévouer pour, à l'occasion, convenir des méthodes que nous emploierons au cours de la campagne électorale.

Nouvelle édition :

Han Ryner

LE SPHINX ROUGE

4 volume : 42 francs ; franco : 43 fr. 25.

A TRAVERS LE MONDE

Petite Entente — Grandes Haines

Suite (1)

A l'occasion des fêtes du dixième anniversaire de l'Union serbo-croate, des incidents graves se sont produits à Zagreb, capitale de la province. Des jeunes gens ont été arrêtés, pour avoir hissé sur le toit de la cathédrale des drapeaux cravattés de noir. Tandis qu'on les conduisait au poste de police où ils furent odieusement battus et torturés, une bagarre se produisit entre les agents serbes et la foule. Les agents n'hésitèrent pas à tirer et plusieurs manifestants furent tués. Le soir, une représentation de gala qui devait avoir lieu au théâtre national donna lieu à de nouveaux incidents. Au moment où le rideau allait se lever, un groupe de spectateurs massés aux fauteuils d'orchestre se mirent à chanter des hymnes croates, à siffler, à pousser des cris. La police intervint encore avec brutalité. En guise de protestation et pour s'associer aux manifestations de la salle, le directeur du théâtre, un croate, décida aussitôt d'interrompre la représentation et de rembourser les places.

En Tchécoslovaquie, la situation des « peuples frères » est lamentable. Les hussites de Prague persécutent les catholiques slovaques ; les légionnaires tchèques expulsent des administrations les fonctionnaires slovaques, interdisent l'emploi dans les lieux publics du patois slovaque. Aussi, les slovaques se révoltent-ils. Par protestation, aux élections législatives, ils ont élu partout les autonomistes et les communistes ; ils n'hésitent pas à rappeler que pendant quelques semaines, en 1919, avec l'appui des hongrois, ils ont eu leur république indépendante, et que cette indépendance, ils veulent la recouvrer. Dans un plébiscite clandestin, 90 p. 100 du peuple slovaque a voté pour la restauration de l'enseignement slovaque. Il y a peu d'années, les slovaques adressèrent au maréchal Foch une lettre où ils affirmaient qu'ayant « acheté la liberté au prix de leur sang et de leur vie, ils l'avaient mieux méritée que les Tchèques. Ils subissent néanmoins l'esclavage ».

La Ruthénie, en septembre 1919, s'est rattachée à la Tchécoslovaquie, librement, comme territoire autonome, à la condition de conserver son gouvernement, son administration, ses lois propres. Or, non seulement elle ne jouit pas aujourd'hui de son autonomie, mais encore on a licencié les fonctionnaires ruthènes que des tchèques remplacent et on a distribué les domaines des paysans ruthènes aux légionnaires de Prague et de Brno.

Personne n'ignore plus en France les affres des ukrainiens de Bessarabie passés sous la domination roumaine. On sait que les dirigeants de Bucarest ont adopté les méthodes de colonisation usitées par les Anglais contre les hindous et les Irakiens. A coups de canon, on rase les villages qui s'opposent à l'occupation ; on empêche l'émigration ; on viole, on emprisonne, on massacre, sans vergogne, des populations entières.

Qu'enregistre cet état de fait ? Quel est donc le nouvel équilibre de l'Europe Centrale ? On constate bientôt un double paradoxe.

Il faut d'abord remarquer que numériquement les « minorités » nationales ont une importance supérieure à celle des « majorités ». Moins de quinze millions de Tchèques, Serbes et Roumains oppriment 30 millions de « minoritaires ». C'est ainsi que des diplomates entendent le droit des nationalités.

D'autre part, les « peuples libérés » aspirent ouvertement à détruire l'omnipotence de leurs libérateurs pour s'unir à nouveau aux Hongrois.

Les ruthènes vivaient hier dans l'aisance. Ces montagnards des Carpates descendaient vendre leur bois brut aux aciéries magyares, et s'approvisionnaient pour l'hiver aux foires, et marchés de la Plaine. Aujourd'hui, ils doivent se diriger vers Prague, parcourir avec leurs marchandises

quelques 600 kilomètres, escalader les contreforts parallèles qui séparent une multitude de valls débouchant tous en Hongrie. Et quand ils ont amené leur bois aux marchés tchèques, ils ne peuvent le vendre à des cours rémunérateurs par suite de la concurrence des forestiers sudètes des pourtoirs de la Bohême qui supportent peu de frais de transport. Aussi, les ruthènes demandent-ils avec insistance à être rattachés à leur ancien hinterland, la riche plaine magyare.

Le problème se pose aux Slovaques dans des termes identiques. Ce sont des ouvriers saisonniers, des bûcherons, des domestiques agricoles, ils s'employaient autrefois en Hongrie. Près de Budapest même, ils ont formé des villages. Mais, ils sont maintenant à eux travaux industriels que l'on exige maintenant d'eux. Leur centre d'attraction demeure Budapest.

Les Croates, sous le régime hongrois, jouissaient d'une quasi-indépendance. Ils avaient un diète, des ministres et un gouverneur (Ban) locaux ; ils possédaient des universités et des bibliothèques croates ; ils parlaient librement leur langue. Ils nourrissent aujourd'hui encore des sentiments beaucoup plus amicaux envers la Hongrie qu'envers les Serbes qui les spolient et les insultent. Ainsi, par exemple, à Zagreb, capitale de la Croatie, il est fréquent d'entendre fredonner par les consommateurs croates, l'hymne national hongrois, quand un officier serbe pénètre dans un café. Ils manifestent ainsi leur amitié contre les gens de Belgrade.

La Petite-Entente engendre donc de grandes haines : elle est troublée par les minorités, alors que la Hongrie conserve une parfaite unité morale ; seuls la haine des Hongrois et le dessein de mater les groupes ethniques qui aspirent à une union économique avec ces derniers contribuent à son maintien.

(A suivre.)

D. M.

Notre service de Librairie

Pour favoriser notre propagande

Après inventaire, le service de librairie a décidé de mettre à la disposition des camarades et des groupes, à des prix extrêmement réduits, les livres suivants :

Dauphin-Meunier. — La commune hongroise 1 »
Archinoff. — L'histoire du mouvement makhnoviste 3 50
Majstetka. — Au café 3 »
Mario Mariani. — Un pauvre Christ 1 25
Louis Théars. — Le curé Bourgeois 3 50
G. Vidal. — Han Ryner, l'homme et l'œuvre 0 50

Sur ces livres à prix réduits, les groupes et organisations ouvrières conserveront leur droit de remise de 20 %, ce qui permet une large diffusion, le port restant à leur charge.

Nous laissons également la brochure de Sébastien Faure : « Mon opinion sur la dictature » au prix réduit de 0 fr. 10 à partir de 50 exemplaires.

Nous rappelons à nos amis, lecteurs et abonnés, que notre service de librairie, en même temps qu'il contribue à la diffusion des idées qui nous sont chères, est également destiné à soutenir, par les bénéfices réalisés, nos œuvres de propagande.

Ils doivent, donc en conséquence, nous réserver leurs commandes qui leur seront servies dans les huit jours.

Afin de faciliter notre tâche, nous prions nos correspondants de toujours indiquer clairement le TITRE DE L'OUVRAGE et le NOM DE L'AUTEUR.

Ne plus utiliser le chèque postal Férardel, adresser toutes les commandes à N. Faucher, chèque postal Paris 1165-55, 72, rue des Pénitents, Paris (20^e).

N.-B. — Le service de librairie se charge de faire exécuter, à des prix modérés, tous travaux de reliure que voudront bien lui confier nos camarades.

(1) Voir *Le Libéraire* de la semaine dernière.

après le crime, cet homme redoutait encore une arrestation. Il avait peur, car, comme il l'avait déclaré dans son témoignage, avant de voler les numéros, il avait essayé de les emprunter.

Au retour, je trouvais exagérée cette crainte d'arrestation. M. Hassam, alors directeur du garage, est représentant de commerce dans le Maine et aucun des anciens employés n'a été conservé.

Par de sources différentes, j'ai appris qu'effectivement des numéros avaient bien été volés à l'époque où Silva déclara avoir volé les siens. Avant son vol, le voleur qui était un inconnu, avait taché d'emprunter un jeu.

Car Hassam était témoin au procès de Vanzetti. On lui demanda s'il reconnaissait l'homme ayant essayé d'emprunter les numéros. Non, il ne l'avait jamais vu auparavant. Il pensait que c'était un Italien. Pressé pour fournir de plus amples détails, il déclara :

« L'homme qui vint m'emprunter les numéros avait environ 1 m. 65. Des yeux et des cheveux noirs, de courtes moustaches. Le teint hâlé !

« Quel pouvait être son âge ?

« Environ 38 ans. »

Exception de l'âge, c'est une description de Frank Silva, aussi exacte que je pourrais vous la faire moi-même. Mais au procès on ne demanda pas à Hassam d'identifier Vanzetti.

La voiture portait le palé du personnel de la White Shoe Cie était occupée par trois hommes au moment de l'attaque. L'un d'eux, le chauffeur, mourut de mort naturelle dans le courant de l'hiver, deux autres d'entre eux vivent encore.

L'un est Benjamin F. Cowles, toujours surveillant à la White Shoe ; l'autre Alfred R. Coy, trésorier, actuellement directeur de la Willam Bassett Cie.

Bowles, qui était aussi gardien de la paix, était en service pour la White Shoe Company, non pour la ville. Au procès il fut

affirmatif et désigna Vanzetti comme l'homme au fusil scé. Frank Silva a dit que l'homme au fusil scé était Doggy Bruno. J'ai retrouvé Bowles dans la cour de la fabrique. Informé de ce que j'attendais de lui, il leva les bras et partit. Jack Callahan, qui m'accompagnait, essaya de le rejoindre et de le questionner. Mais il était inutile d'insister : l'homme avait reçu l'ordre de se faire.

Je retournai à Bridgewater et prenais par téléphone rendez-vous avec Ralph White, l'actuel directeur de la White Shoe.

« Pourquoi me parlez-vous de cette affaire ? me demanda-t-il.

« Je n'étais même pas ici lorsqu'elle est arrivée. Je ne puis donc rien dire. »

« Je ne vous demande pas de parler », lui dis-je, « je vous demande simplement d'autoriser Bowles à me dire ce qu'il sait. »

« Je n'en ferai rien », répliqua-t-il. « L'affaire est close. »

« Elle n'est point close », rétorquai-je, « elle vient juste d'être ouverte ». Mais, j'eus beau insister, je ne parvins pas à le convaincre à autoriser Bowles à parler. Pour lui, l'affaire était bien terminée.

J'allai alors voir Coy, dans les bureaux de la Bassett Company. Il nia avoir catégoriquement reconnu Vanzetti pour l'homme au fusil scé.

« C'est été une chose terrible, confessa-t-il, que d'accuser un innocent d'un crime pareil. »

« Je cherche justement à savoir si Vanzetti était ou non l'homme au fusil et j'ai de bonnes raisons de croire qu'il était étranger à cette affaire. »

Coy est un homme droit, j'eus l'impression qu'il était navré de la condamnation de Vanzetti. Et il resta certainement étranger à l'étouffement systématique de la vérité. Laissez-moi citer quelques passages de sa déposition au procès de Vanzetti :

Il déclare : « Cet homme avait à peu près 1 m. 75, plutôt mince, il portait un pardessus sombre dont le col était relevé. »

« L'homme avait un teint moyen, des pommettes saillantes, il était plutôt grand, une moustache courte et bien soignée. Il n'avait pas ce qu'on pourrait appeler une affreuse petite moustache, mais celle-ci était courte... »

« Avez-vous revu l'homme au fusil depuis ce jour ?

« Je crois bien que oui. »

« Où ?

« A la station de police de Brookton. »

« Qui est cet homme ? »

« L'homme qui se trouve sur le banc des accusés, ici. »

Et en disant cela, Coy indiquait Vanzetti. Mais étonnés le maintenant lors de la confrontation :

« Elles-vous sûr ? (de l'identification). »

« Pas absolument. »

« Vous n'êtes pas certain ? »

« J'en suis sûr, car il répond au signallement de l'homme au fusil, il lui ressemble. »

Coy dit plus tard qu'il subsistait un doute dans son esprit. Il déclara à la première cour que l'homme au fusil portait une moustache en brosse (cela répond au signallement de Bruno). Devant la haute cour, présidée par Thayer, il modifia son témoignage. Il dit « cet homme a aujourd'hui un air différent. »

C'était six mois après l'attentat. Confronté avec son propre témoignage devant la première cour, il répondit :

« Je pense que c'est une chose grave. »

« Vous rappelez-vous votre hésitation ? »

« Oui. »

« En apprenant (à la station de police de Brookton) que le témoin m'ayant succédé m'avait contredit, je me demandais si j'avais raison ou si c'était lui. »

Cet étonnement, qui avait catégoriquement reconnu Vanzetti. A la réflexion, je pensais que j'avais tort.

« Très bien. Après ? »

« Cette croyance s'affirmait davantage à mesure que j'y pensais... »

« Vous avez modifié votre témoignage sur d'autres points de détails ?

« Pas sensiblement, en tous cas sans m'en rendre compte. »

Coy fut alors questionné sur les moustaches de l'homme au fusil.

« Je puis avoir employé le mot *croppy* — en brosse — dit-il, mais j'ai abandonné cette expression, car j'ai dit cela sans trop savoir et parce que je ne sais pas au juste ce qu'est une moustache en brosse. »

Ainsi donc, il apparaît que les moustaches de l'homme au fusil étaient d'un intérêt capital. On sait que Vanzetti portait une longue moustache flottante. J'ai cherché, dans les milieux où il vécut, des personnes l'ayant connu avec des moustaches taillées. Ce fut en vain.

Par contre, Silva et Doggy Bruno en portaient le jour de l'attentat.

J'ai sous les yeux, au moment où j'écris, et le rapport officiel et le rapport des détectives de l'Agence Pinkerton, qui mandés par la White Shoe arrivèrent presque aussitôt sur la scène du drame. Chaque témoin, qui avait vu de près l'homme au fusil, affirma que celui-ci avait des moustaches coupées en brosse et très courtes.

C'était le trait saillant de l'homme.

Ainsi le rapport des agents de Pinkerton confirme les déclarations recueillies par Outlook.

Voyons Miss Helen Perkins, par exemple. Elle habite au 242 Main Street, à Bridgewater. Mais, infirme, elle ne put venir déposer au procès.

Elle dit à l'agent J. J. H. de Pinkerton que sur son chemin pour aller au travail elle vit l'automobile au rideau baissé, qu'elle vit un Italien brun et bien habillé sortir de l'automobile et que quelques instants après cet homme, accompagné d'un autre de même taille et même aspect, la dépassa dans Main Street.

Nous rappelons-vous les déclarations de F. Silva ? Lui et Doggy Bruno remontèrent vers la place pour surveiller la banque jusqu'à l'arrivée de l'auto. Encore un fait qui

se trouve ainsi confirmé, bien qu'il n'eût jamais été évoqué au procès ou à l'instruction.

Les agents de Pinkerton trouvèrent Frank W. Harding, alors employé à la Bassett Cie — et qui passait deux mois plus tard à la White Shoe — lequel avait relevé le numéro de la voiture au rideau baissé des agresseurs : Mas. O 1173 C.

Dans son rapport, l'agent H. H. dit : « Les auteurs du coup connaissaient les environs, car ils évitèrent soigneusement de traverser les principales artères des agglomérations traversées par leur auto. A Stoughton ils contourneront Walnut Street, évitant ainsi de passer sur la place et le centre des affaires. »

Mede, qui était au volant pour la reconstruction du drame, fit précisément cette même route, et Guineá Oates, qui connaissait ces parages encore mieux que Mede, en fit naturellement tout autant.

D'après un autre agent de Pinkerton, le chef de police Stewart aurait dit : « La ville est empoisonnée de rouges et de bolchevistes. » Et c'est Stewart qui ouvrit l'instruction contre Vanzetti.

Deux agents de Pinkerton étaient présents lors de l'interrogatoire de Hassam au sujet du vol de numéros dont il avait été victime. Ils firent chacun un rapport, pas tout à fait semblable.

L'agent H. H. rapporte : « Le lundi 22/12/19, entre 12 h. 30 et 1 h. 30, un homme essaya d'emprunter un jeu de numéros en donnant comme raison qu'il avait acheté une vieille voiture qu'il voulait conduire chez lui. Hassam refusa. Il dépeint le visiteur, qui lui était inconnu, comme ayant 1 m. 65, pesant environ 80 kgs, fort, ayant des cheveux noirs, un teint brun, des yeux noirs et des moustaches en brosse de même couleur. »

L'agent J. J. H. ajoute que Hassam aurait déclaré : « Je crois que c'était un Sicilien. » Il parlait mal l'anglais »

(A suivre.)

LA VIE DE L'UNION

MISE EN GARDE

Un individu âgé d'environ 40 ans, et qui se nommerait **Cordier**, parcourt le pays. Il se rend chez des camarades, se recommande de tel ou tel militant, est muni de « recommandations » et déclare qu'insoumis il veut passer en Espagne. C'est un escroc redoutable. Il connaît assez bien le mouvement anarchiste d'avant-guerre. A Orléans, il a volé 300 francs et fracturé les meubles d'un copain qui l'hébergeait. A Lamoignon, il a escroqué plus de 400 fr. Actuellement, il peut se trouver dans le Midi. Prière aux camarades de le recevoir comme il convient et de ne pas le lâcher avant de prévenir le « Libéraire ».

Groupes et amis, méfiez-vous sérieusement des escrocs ! — L. U. A. C.

PARIS-BANLIEUE

Groupes des 5^e, 6^e, 13^e, 14^e. — Réunion tous les mardis soirs à 20 h. 30. Maison Barret, 10, rue de l'Archevêque (5^e). Tous à la réunion générale de dimanche après-midi, même adresse.

Groupes des 15^e. — Réunion vendredi à 20 h. 30, rue Mademoiselle.

Groupes des 17^e et 18^e. — Réunion mardi prochain 3 février, à 20 h. 30, salle de l'Indépendance, 48, rue Dubessy (18^e). La vie et l'organisation de notre section de documentation.

Groupes Intercommunal Montreuil, Fontenay, Vincennes, Saint-Mandé. — Réunion lundi 4 février, à 8 h. 30, salle de la Coopérative de l'Amicale, 11, rue des Laitières, à Vincennes.

Groupes Régionaux Bezons. — Réunion du groupe, dimanche 3 février, salle de l'ancienne mairie, à Bezons, 14 h. 30.

Le Groupe Régional.

Groupes de Saint-Denis. — Réunion vendredi, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger. Présence de tous indispensable.

PROVINCE

Groupes d'Etudes Sociales de Lille. — Après un long assoupissement, le groupe a repris la lutte avec plus de vigueur que jamais et il entend continuer et même développer son action. Camarades, voulez-vous que l'année 29 soit plus féconde en résultats ? Venez-vous avoir un groupe solide et actif ? Venez nous aider dans la tâche à accomplir, tous les samedis, à 19 h. 30, rue de Wazemmes, 152.

Groupes d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupes Libéraires d'Angers. — Le groupe rappelle que la réunion aura lieu le dimanche matin 10 février, à 9 h. 30 ; à cette réunion, il sera fait une causerie par un copain. Nous pensons que les camarades seront nombreux et que leur

présence indispensable pour la marche du groupe ne fera pas défaut. Après la causerie, prise des cartes de l'U. A. C. R. et du groupe. Adhésion de nouveaux adhérents.

N.B. — Les camarades qui désiraient s'abonner au « Libéraire » ou au « Flambeau », et nous pensons qu'ils seront nombreux pour la vie des journaux, pourront s'adresser au trésorier du groupe, le camarade Babin, ou aux camarades Moreau, Le Foulon ou Germain Lelièvre.

Le Secrétaire.

Aux camarades d'Angers. — Sur convocation personnelle, les camarades sont venus plus nombreux à la dernière réunion, ensemble nous avons examiné la situation. Vous avez convenu que notre mouvement libertaire devait avoir place dans le mouvement social, que nous devions savoir coordonner notre pensée dans les faits et faire en sorte que nous ne fassions plus la sur place que nous faisons depuis un moment.

La situation actuelle nous permet, si nous le voulons, de faire quelque chose, mais pour cela il faut que chacun dans sa sphère fasse le nécessaire. Il faut que tout le monde mette la main à la pâte, en un mot que tous prennent une part active à la marche du groupe.

Nous avons décidé également de ne faire plus qu'une réunion par mois ; la prochaine aura lieu le mardi 12 février et ensuite tous les deuxièmes mardis de chaque mois à la Bourse du Travail, salle de l'ancienne Cour d'Appel, à 20 h. 30 précises, car il est convenu de commencer à l'heure afin de pouvoir disposer de plus de temps avant la fermeture de la Bourse.

Tous les sympathisants sont invités à venir, quant aux adhérents c'est pour eux une obligation morale qu'ils sauront, le pense, remplir. Donc rendez-vous pour le 12 février, d'ici là que chacun fasse le nécessaire pour attirer des amis et aussi et surtout chercher des abonnés pour le « Libéraire ».

F. Bonnaud.

P.S. — Les camarades de Telazé m'ayant fait demander de leur faire une causerie le 10 février, sur le livre de Mackay, je leur propose le 17, s'ils le veulent, mais je suis pris pour le 10 et le 24 pour d'autres réunions.

Groupes Anarchiste-Communiste de Toulouse. — Le groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Dans sa dernière réunion, le Groupe a décidé de tenir, à dater du dimanche 3 février, à 10 heures du matin, une réunion hebdomadaire. Cette décision a été prise devant le manque d'assiduité des camarades militants au sein du Groupe, et pour faciliter la présence parmi nous des sympathisants qui se réclament de notre idéal.

Nous comptons sur vous, et à dimanche 3 février, à 10 heures du matin, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles, où une causerie sera faite sur le sujet suivant :

L'attitude des anarchistes devant les événements actuels.

Pour le Groupe :

J. Nan.

Changement du secrétariat : Nan Victor, rue Cany, 32.

La Voix de Province

ANGERS

Les rentes des travailleurs

Aux environs d'Angers, à Châteaufort-sur-Sarthe, vient d'avoir lieu un terrible et douloureux accident, qui coûta la vie de deux ouvriers des P.T.T., et qui, en la circonstance, met en évidence le manque de sécurité que les Compagnies d'électrification des campagnes mettent dans l'installation de leurs réseaux.

Dans la localité sus-nommée des ouvriers des lignes étaient, depuis quelque temps, occupés à faire des installations téléphoniques pour relier plusieurs communes. Ayant fini ce travail, ils devaient également faire quelques installations particulières et réparer quelques fils en des points déterminés. C'est en faisant un de ces derniers travaux, voulant couper un fil traversant la route, que deux camarades, montés sur un toit, au moment où ils redécouvraient la tension du fil téléphonique qu'ils s'élevaient à coopérer, malgré qu'ils aient pris des précautions pour ne pas toucher des fils électriques à faible tension, celui-ci vint toucher un courant de 15.000 volts que les camarades n'avaient pas remarqué. Dès le contact, les deux ouvriers furent foudroyés, la mort fut instantanée et un troisième ouvrier qui les mains brûlées en voulant secourir un de ses camarades.

De ces morts, il est une chose à remarquer, c'est que dans les villages il ne devrait pas y avoir de courant à si haute tension, surtout qu'il peut y avoir des accidents de cette sorte à chaque instant, n'y aurait-il pas possibilité de faire passer ce courant hors des bourgades en les entourant s'il est nécessaire, et ne faire passer que le courant réduit sorti des transformateurs. Il y a une autre mesure plus préventive encore par la haute tension souterraine (mais, hélas ! les Compagnies auraient peur de se ruiner).

Quoi qu'il en soit, ce sont deux camarades, jeunes encore, deux victimes du travail, qui, hélas ! ont payé de leur vie, la rapacité de Compagnies qui ne regardent que les bénéfices. Il est vrai que l'enquête établit la responsabilité des victimes ou d'un camarade putre, mais ne recherchera pas les vrais responsables.

D'ailleurs, la presse locale qui, lorsqu'une faute quelconque s'est commise dans un accident d'huile en fait des colonnes et publie un bulletin de santé journalier, s'est contentée de raconter succinctement l'accident mercredi et y consacra une colonne et demie pour les obsèques afin d'y relater les discours. Il serait, je pense, plus humain de rechercher les causes exactes de l'accident et essayer d'en empêcher le retour, mais les loups ne se mangent pas entre eux, espérons que la Fédération Postale, elle, saura faire le nécessaire pour éclairer l'opinion publique à ce sujet.

J. Bonnaud.

BREST

Les libéraires brestoises dormiront-ils jusqu'au jour où ils auront la surprise désagréable de

se réveiller plus ou moins brutalement sous un régime analogue à celui de l'Italie ? Il semblerait que cela soit le cas, nous en avons à deux reprises différentes ils ne répondent que par un petit mot.

Et pourtant, on s'en rendrait compte ? la situation sociale, nationale et internationale, est suffisamment tragique. A tel point que nous voyons les républicains s'inquiéter, les journaux de gauche battre la rappe pour la défense de la « République ». La Ligue des Droits de l'Homme a fait débiter sa campagne de réaction contre le péril dictatorial par un meeting à Paris, aux « Sociétés Savantes », le 22 janvier.

Cela doit être une indication aux anarchistes communistes une indication très sérieuse, à tenir et à méditer.

Oui, nous savons qu'au moindre appel à la bataille, les libéraires répondent présents et seront aux premiers rangs, mais cela ne suffit pas. S'il n'existe pas de groupements anarchistes suffisamment nombreux et puissants, il est à craindre que nous soyons abattus tel un fût de paille un jour de tempête, aux premiers vents.

Nous pensons que les amis brestoises auront compris notre appel, aussi les convions-nous à la réunion qui aura lieu le lundi 4 février, à la Maison du Peuple, bureau 7, à 2 h. 30 très précises.

Le secrétaire du groupe :

Le Laun A.

DANS LE MAINE-ET-LOIRE

Une rectification

Dans le numéro 184 du « Libéraire » je faisais allusion à une accusation que le camarade Freulon portait contre un nommé Georges Gicquel, ex-candidat aux dernières élections législatives. Or, par suite de renseignements faux, la personnalité de René Gicquel fut mise en cause. Je tiens aujourd'hui à rectifier cette confusion regrettable et à déclarer que Gicquel René, maire de Noyant-la-Gravoyère n'a rien de commun avec le nommé Georges Gicquel, désigné par le camarade Freulon sur son trac.

Un Petit Bourgeois.

NORD

A. Bailloul-Sire-Berthoult, vivait les époux Guibert avec leur petite fille.

Il y a cinq ans le mari qui, paraît-il, adorait la faucille et le marteau et reprochait à sa femme de s'être adonnée à la boisson. L'abandonna avec sa fille, et depuis ne leur vint en aide en aucune sorte.

Bientôt la misère nous régna au foyer et se voyant malgré le froid sans charbon et aussi, hélas ! sans pain, la malheureuse mère, dans un moment d'égarement tua son enfant et tenta ensuite, sans succès, de se donner la mort. Je ne veux ici faire le procès de l'homme ou de la femme, mais celui de la société. Peut-être condamnera-t-on la mère ou sera-t-elle acquittée ? Peut-être sera-ce le père qu'on jugera ?

Mais si on condamne l'un ou l'autre à une peine plus ou moins forte, comment condamneront-ils la société malfaisante, la mère patrie qui laisse crever ses enfants de faim ou de froid ? Avant de vous indigner devant le crime d'une mère qui préfère pour son enfant la mort à la souffrance, commencez donc à leur donner du pain, ça vaudra mieux.

..Marc.

ORLEANS

Les Moscouitaires nous apprennent :

Oh ! stupefaction !!! qu'il existe à Orléans un autre groupe anarchiste que le nôtre ; nous n'en avions encore jamais entendu parler (1).

Grand meeting contre l'emprisonnement d'un papillon. Protestation contre les prisons et les bagnes capitalistes. Et en Russie soviétique, alors ?

Un syndicat de cultivateurs a pour secrétaire le bedeau de la Chapelle neuve. Un nommé Spartacus est nommé pour la république soviétique.

Pour arrêter les guerres, la vieille traînée de la Société des Nations est incapable. Parlez-moi de l'armée et des fils rouges, du service obligatoire, sans oublier le doux cosaque Cachin.

Le bruit court qu'un certain Bailly veut conclure un engagement dans les hussards rouges. Un sieur Crosset lui servirait d'ordonnance.

Les unitaires saluent les grévistes de la Loire, du Gard et de l'Aveyron. Quand les verrons-nous se découvrir devant ceux de l'U.R.S.S. ?

(A suivre.)

Paul Martin.

(1) Extrait du Travailleur.

Intensifions notre campagne pour le droit d'asile

Le patronat qui sait si bien recruter — quelquefois d'une façon honteuse — des milliers de travailleurs étrangers pour les exploiter d'une façon abominable, entend les réduire à l'esclavage le plus complet et les priver des maigres droits que possèdent les travailleurs français. Nous reproduisons ci-dessous le décret qui prit le préfet de l'Aveyron, lors de la grève des mineurs et qui souleva une très grande indignation dans les milieux ouvriers étrangers, très nombreux dans le Sud-Ouest de la France. Tous les militants y trouveront une raison de plus pour nous soutenir dans notre campagne pour le droit d'asile. Voici le fameux décret qui se passe de commentaires :

République Française — Préfecture de l'Aveyron
AVIS

Le Préfet de l'Aveyron aux ouvriers de nationalité étrangère occupés dans le bassin houiller. Le 13 janvier, à Decazeville, et le 14, à Cransac et à Aubin, vous avez participé très nombreux à des cortèges qui se sont déroulés sur la voie publique.

Je vous notifie que, par mon arrêté du 14 janvier, j'ai interdit tous les cortèges, tous les attroupements, ainsi que les réunions publiques sur toutes les places et rues de Decazeville, Aubin, Cransac, Firmy.

Je vous rappelle en France des libertés et des droits publics reconnus par les lois de la République.

Le gouvernement vous garantit la liberté et la sécurité de votre séjour sur notre territoire, mais il exige que vous vous absteniez de toute action capable de troubler le bon ordre et la tranquillité publique.

Si à partir d'aujourd'hui vous prenez part à une manifestation quelconque organisée malgré mon interdiction, vous vous exposez à des sanctions administratives très sévères.

Il était de mon devoir de vous en informer.

Le Préfet : E. Larquet.

Communications Diverses

Mercredi 6 février, à 20 h. 30, à la Bellevilloise, 23, rue Boyer, conférence de Pierre Besnard sur la guerre qui vient. Allons-nous vers un conflit avec l'Italie ?

L'Idée Libre publie son numéro de janvier (1 fr. 50 en vente à l'Idée Libre, Herblay Seine-et-Oise).

Voici un extrait de son sommaire : Les missions, par L. Weisman. — Enquête sur les théories de l'évolution, suite. — La revanche des persécutés, par Bizeau. — Miracles et miracles, par A. Lapeyre. — Vagabondages, par Lorulot. — La bêtise humaine. — Revue critique, etc., etc.

La Muse Rouge, groupe de poètes, chansonniers et artistes révolutionnaires, donnera ses deux séances mensuelles, matinée et soirée, le dimanche 3 février. Au programme, tous les membres de la Muse et G. M. Goussier, M. Brubach, Marg. Greval, Roger Toziny, etc.

Invitation cordiale à tous.

La Muse Rouge. — Vient de paraître : La Muse Rouge, revue du groupe des poètes, chansonniers et artistes révolutionnaires. Au sommaire, des poèmes et chansons de Eug. Bizeau, F.H. Jolivet, Roger Toziny, J.-P. Montellier, Louis Lévai, Maurice Douthier et Révision, chanson inédite de Gaston Conté, le numéro 1 fr. le réclamer à la Muse Rouge, 49, rue de Bretagne, 32.

Marseille. — Le samedi 2 février, au Monument Bar, 30, boulevard Dugommier, conférence publique et contradictoire par E. Armand. Sujet : L'Anarchisme et sa réponse à quelques grands problèmes d'actualité. Participation aux frais : 1 fr. 50.

Le groupe artistique « Une graine », dont l'animateur principal est notre camarade E. Decroux, du Théâtre de l'Atelier, et dont l'activité est entièrement consacrée au service de la propagande révolutionnaire, voit enfin le nombre de ses adhérents et auditeurs s'accroître d'une façon régulière. Il importe, cependant, qu'ils viennent toujours plus nombreux. A cet effet, le groupe fait appel aux camarades des deux sexes, qu'intéresse cette branche de la propagande, pour qu'ils assistent à ses cours de diction et de mime. Pour tous renseignements écrire à E. Decroux, 8, passage des Cloys, Paris (18^e), ou à N. Faucher, au « Libéraire ».

La prochaine soirée organisée par « La Chanson de Paris », aura lieu le jeudi 7 février 1929 à 20 h. 30, au Palais des Fêtes, 199, rue Saint-Martin.

Au programme : Les chansonniers, poètes et compositeurs : Raymond Bail, Ferdinand Danjeune, Ernest Dépre, Jean d'Alberty, Henri Jolivet, Eugène Lemerrier, Maader, Louis Moreau, Paul Rispal, et Roger Toziny, dans leurs œuvres ; Mmes Marguerite Greval et Reine Lorin, MM. Amato-Delma, Jacques Dutal, et Paul Reyrol, dans leur répertoire, et Le metteur en scène en pantoufles, sketch de Paul Bréhan, interprété par Mlle Nelly André, et l'auteur, au piano d'accompagnement : Mme Alice Bernay.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : E. DELOREL.

Imprimerie spéciale du Libéraire
10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

TRIBUNE SYNDICALE

Mettons le doigt sur la plaie

I

C'est le 5 avril que paraîtra le règlement d'administration publique de la loi sur les Assurances Sociales votée par le Parlement le 5 avril 1928 et qui rentrera en vigueur en février 1930.

L'imminence de cette date explique les efforts que font les organisations syndicales pour attirer l'attention du monde ouvrier sur la question. Des propagandistes sillonnent la France pour expliquer aux masses ouvrières le mécanisme des caisses d'Assurances Sociales, qui compteront près de huit millions d'assujettis.

L'Union des Syndicats Confédérés de la Seine avait convoqué, dans ce but, une réunion d'information de tous les Conseils syndicaux le 9 janvier, à la Bourse du Travail de Paris.

Des journaux quotidiens ayant donné un compte-rendu de cette assemblée, nous nous croyons dégagés de toute réserve et nous nous permettons, à notre tour, de mettre l'accent sur ce qui est, malheureusement, passé inaperçu de la plupart des auditeurs. Car la précipitation qui caractérise notre époque n'a pas épargné de son empreinte les hommes chez qui, autrefois, nous rencontrons ce sens profond de l'analyse qui leur permettait de retrouver la source et les causes déterminantes des maux faits. Aujourd'hui, ces hommes suivent leur siècle : ils sont pressés. A peine prennent-ils le temps strictement nécessaire de jeter un regard latif sur les problèmes les plus ardu pour prononcer sentencieusement des affirmations définitives qui s'avèrent, trop souvent, erronées.

Guiraud ouvrit la séance par une allocution dont la brièveté contrastait avec la profondeur. En quelques minutes, il contourna la plaie qui va s'élargissant au sein de la C. G. T. mais sans s'y arrêter. Si on est-il aperçu ? Nous ne savons. En tout cas, n'ayons crainte de la déceler.

« Cette assemblée, dit en substance le secrétaire de l'Union, n'a été convoquée qu'en raison de notre attachement à la démocratie syndicale, puisque le conseil général possède les pouvoirs nécessaires à la résolution du problème posé devant elle. Nous nous attendions à ce que cette assemblée, quoique nombreuse, soit plus considérable encore, et nous regrettons amèrement l'absence de nos camarades des services publics qui paraissent négliger la question des Assurances sociales parce que moins intéressés. Rappelons-leur amicalement que, s'ils ont trouvé une C. G. T. forte et puissante, ils le doivent à l'action des ouvriers de l'industrie privée. » Et, après avoir démontré l'accroissement des effectifs de l'Union, Guiraud ajoutait : « L'Union des syndicats a de la force, mais je me demande si ce n'est pas un mal que d'être fort. »

En quelques phrases se trouvent ainsi posés trois des plus importants problèmes dont la solution conditionne l'action confédérale, à savoir :

- 1° La démocratie syndicale dans la C. G. T.
- 2° Le rapport des fonctionnaires et des ouvriers de l'industrie privée dans la C. G. T.
- 3° L'hypertrophie de la C. G. T.

Les deux derniers, à la vérité, n'en forment qu'un, car il y a ou il n'y a pas hypertrophie selon les rapports qui s'établissent entre les fonctionnaires et les autres ouvriers confédérés.

Il nous agréa fort que ces problèmes soient posés par le secrétaire d'une des plus fortes unions départementales de la C. G. T. et dont les sympathies au programme actuel de la Confédération ne sont pas suspectes. Ainsi définis, il nous est permis de les examiner objectivement.

D'abord, la démocratie syndicale existe-t-elle à la C. G. T. ?

Le fait de convoquer les Conseils syndicaux à une conférence d'information n'en est pas une démonstration suffisante. Et l'intérêt si faible des syndiqués pour les questions qui passionnent si ardemment les militants placés au faite des organisations syndicales prouve au contraire l'insuffisance de démocratie dans la C. G. T.

Si l'on concevait aisément le désir qu'éprouvent les Syndicats Confédérés de se protéger contre les tentatives éventuelles de noyautage des communistes, l'on comprend bien moins qu'ils se privent volontairement de l'élément indispensable de vie que constitue la délibération concertée de tous leurs membres.

Si, à priori, la multiplication des organes d'un même syndicat possède l'apparence d'une plus grande démocratie, pratiquement il n'en est rien. Bien au contraire. Elle augmente les barrières qui séparent le syndiqué du syndicat. Nous pourrions citer des exemples où, dans un même syndicat, les membres ne se connaissent pas entre eux, en dépit de leur petit nombre.

Lorsque des militants confédérés proclament qu'à la C. G. T. le syndiqué a le droit d'exprimer sa pensée, ils disent vrai. Mais cette pensée ne touche pas l'ensemble des adhérents du syndicat où elle est exprimée, et elle ne parvient au bureau syndical, quand elle y parvient, qu'au travers d'une représentation au 2^e et quelquefois au 3^e degré.

Le principe confédéral symbolise la démocratie en action, mais encore faut-il que chacun des organismes qui composent la Confédération ne soit pas lui-même une confédération à peine de perdre son caractère et de devenir autocratique.

Dans l'état actuel du fonctionnement de nombreux syndicats confédérés, les syndiqués sont absorbés par le règlement. Les rapports mutuels entre les organismes intérieurs du syndicat en détruisent des problèmes importants qui, de plus en plus, sont résolus par le Bureau confédéral et les Bureaux fédéraux. Il est aisé de comprendre que les discussions de cet ordre soient d'un intérêt secondaire pour beaucoup de syndiqués et même de militants, et que ceux-ci renoncent à l'examen approfondi des grandes questions vitales sachant par avance leurs efforts frappés de stérilité.

S'ajoutant à une structure qui perd son caractère démocratique, la C. G. T., en

émettant la prétention de rendre intangible certaines formes de son action, a pris une figure nettement anti-démocratique.

S'il doit y avoir quelque chose d'intangible dans une Confédération, ce sont les principes fondamentaux qui ont présidé à son érection et qui forment sa constitution. Cette constitution est au-dessus des majorités. Elle doit être inviolable. Dans son cadre doivent se mouvoir les organisations qui composent la confédération, et de son esprit doivent s'inspirer les décisions du Congrès.

En imposant à la Fédération des Fonctionnaires, comme condition à son adhésion, la reconnaissance de quelques-uns de ses principes nouveaux — qui, d'ailleurs, ont le mérite d'être en violation flagrante avec sa constitution — la C. G. T. a donné une éclatante démonstration de sa conception de la démocratie qui en est la plus catégorique négation.

A vouloir fixer immuablement sa politique de déviation, à vouloir placer au-dessus de l'examen critique de ses adhérents le principe même de l'orientation de son action, fatalement la C. G. T. se condamne à réprimer la moindre velléité de démocratie qui apparaît dans ses rangs sous quelque forme que ce soit.

C'est de ce côté qu'il faut chercher la raison du désintéressement du plus grand nombre de syndiqués, car le problème de la démocratie syndicale se pose entièrement à la C. G. T. mais il est vain d'en attendre la résolution des militants qui ont perdu le contact des masses ouvrières et qui sont responsables de la physiologie anti-démocratique de la C. G. T. Ceux-là savent trop bien, pour y aider, que la route à la démocratie syndicale entraînerait — dans un tiers plus ou moins long, mais inéluctablement — une transformation radicale de l'action confédérale. Mais certains symptômes qui apparaissent, laissent entrevoir que la démocratie syndicale s'imposera par l'action incessante des militants de la base, qui commencent à s'apercevoir que la C. G. T. n'est plus qu'un corps amorphe, en dépit de ses centaines de mille membres et de son existence officiellement consacrée par les pouvoirs publics.

Action qui attendra son but d'autant plus sûrement que les militants de la base auront une claire compréhension des raisons complexes qui sont à l'origine du malaise actuel, et au nombre desquelles se trouve cette question épineuse des rapports entre les deux catégories de travailleurs groupées dans la Confédération : les ouvriers de l'industrie privée et les fonctionnaires de l'Etat.

(A suivre)

A. GUIGUI.

DANS LES SYNDICATS

C. G. T. S. R. — Chambre Syndicale des Ouvriers Métallurgistes de la Seine. Réunion du Conseil, mardi 5 février, à 20 h. 30, au siège.

Adhésions et cotisations tous les samedis à la permanence au siège, bureau 21, 5^e étage, Bourse du Travail.

Groupe des Anarchos Syndicalistes et Anarchistes russes « La Libération Syndicale ». — Les camarades de Lyon et de Rouen, qui ont en leur possession des listes de souscription de notre groupe sont priés de bien vouloir les retourner le plus tôt possible.

De même, les camarades de province qui ont reçu l'édition française de notre journal sont priés de régler leurs comptes, le groupe ayant grand besoin d'argent.

Nous remercions vivement les camarades de Saint-Etienne, Bordeaux, Villeurbanne, Toulouse, Brétagne, Lyon, etc., qui ont pratiqué énergiquement à notre travail, soit par des souscriptions soit par la vente du journal.

« La Libération Syndicale ».

Bettendorff, 7, rue Oberkampf, Paris 11^e.

Union locale des Syndicats autonomes de Bordeaux et environs. — Siège social : 42, rue de Lalande, Bourse du Travail, Bureau 24, 1^{er} étage.

Métaux. — Les camarades sont informés qu'une réunion aura lieu dimanche 3 février 1929 à 10 heures 30, Bureau 25, premier étage, Bourse du Travail. Ordre du jour : Statuts de la Fédération des Métaux, action pour 1929 ; cotisations ; adhésions.

Je prie les camarades de Florac : Le Flécher, Pierre, Launay, Boyer Jean, Ambaud Pierre, Tranchant René, Guivard Raymond, Le Guerne, Jean, d'être présents.

Richard Jules est prié de venir. Urgent.

Dockers. — Sont informés qu'une réunion aura lieu dimanche Bureau 26, premier étage, Bourse du Travail. Action pour 1929, cotisations, adhésions, diverses.

Coffreurs. — Réunion générale le jeudi 31 janvier 1929 à 20 h. 30, Salle des Réunions, 42, rue de Lalande, Bourse du Travail.

Ordre du jour : cahier de revendications ; action pour les apprentis ; cotisations et adhésions. Comité intercorporatif. Une grande réunion aura lieu le dimanche 3 février 1929 à 15 heures, Salle des Réunions, Bourse du Travail.

Sujet traité : Pourquoi une 3^e C. G. T. L'U. F. S. A. 1924 et les syndicats. L'Unité Congrès de Saint-Ouen 1925. Les Congrès de Lyon et la Charte du Syndicalisme 1926-1928, l'action de la C. G. T. S. R. et de l'A. I. T.

Les camarades de l'Union et des Syndicats doivent être présents.